



le libertaire

revue de synthèse anarchiste

N° 69
MARS 2015

Édité par le
groupe libertaire Jules. Durand

Elections départementales des 22 et 29 mars 2015

Fidèle à une tradition dont la portée réelle lui échappe en partie, « le peuple » qui ne connaît que très peu les attributions et prérogatives des conseils généraux/départementaux va, en ce début de printemps 2015, retourner aux urnes. Grâce à ce suffrage « universel » chaque citoyen va enfin pouvoir exprimer ses vœux touchant à la chose publique.

La voix est au peuple ! dit-on aujourd'hui dans toutes les officines politiques.

Déjà chaque parti se met en scène pour la grande parade. Des flots d'éloquence et de bassesses sont déversés que nulle écluse ne saurait détourner de leur cours. Les électeurs vont avoir à se prononcer entre tels partis de l'extrême gauche à l'extrême droite, programmes ou candidats, pour celui qui leur paraîtra le plus apte à réaliser leurs aspirations. Et ils ne manqueront pas de suivre avec intérêt cette funeste comédie qui n'a d'autre objet que de perpétuer l'état de servage dans lequel se trouvent les travailleurs, tout en leur donnant l'illusion qu'ils sont maîtres de leur destin. Éternel recommencement, bien qu'il y ait cette fois-ci une nouveauté : le Front National, parti d'extrême droite, est donné favori du scrutin en terme de voix. Alors l'amalgame gagne : UMPS, FNPS... Dans le ducon tout est bon.

On nous permettra de ne pas partager l'allégresse ou les espoirs que peut susciter l'événement électoral. Nous savons trop ce qui peut sortir d'une semblable débauche de promesses et pitreries. Nous en tenant à notre position de toujours, nous ne voterons pas. Pour la gauche ne pas voter, c'est faire le jeu de la droite y compris l'extrême et pour la droite c'est faire le jeu de la gauche ou de l'extrême droite. L'abstentionniste fait toujours le jeu de l'adversaire d'après nos adeptes de la rhétorique politicienne *alors qu'en réalité l'abstentionniste est le seul être raisonnable en pareille circonstance.*

Pourquoi déposer un bulletin de vote dans le but d'élire des conseillers départementaux (anciens conseillers généraux) qui seront entièrement soumis aux édits du pouvoir central, de l'État, et qui, par conséquent, ne pourront agir en conformité de la volonté exprimée que dans la mesure où celle-ci correspondra aux intentions du pouvoir exécutif venant d'en haut ?

Et si cette précision n'était pas suffisante pour expliquer les raisons de notre non-participation à cette plaisanterie de mauvais goût, nous pourrions ajouter que *si, par le suffrage universel, le citoyen a la faculté de faire savoir ce qu'il désire, il n'a pas pour cela la possibilité de le réaliser.*

Les puissances financières, industrielles et gouvernementales pèsent de tout leur poids sur les délibérations des assemblées même les plus démocratiques et rendent caduques les plus grandes victoires électorales. Il n'est qu'à constater ce que représente le socialisme des Macron, Hollande et Valls pour voir que leur politique diffère peu de celle de l'ancienne majorité de Sarkozy, quitte à by passer l'assemblée nationale en utilisant le 49.3.

Superflues les élections pour ceux qui inclineraient à penser qu'elles pourraient avoir des répercussions dans le chaos actuel ! Non seulement par leur caractère spécifiquement politiques elles portent la marque de leur impuissance à modifier le cours des choses mais, encore, elles arrivent trop tard, à un moment où toutes les décisions sont prises ! À part la liquidation de quelques querelles de clocher dans lesquelles l'élection se complaît volontiers, les assemblées départementales ne pourront plus qu'enregistrer les arrêtés des quelques éminences qui, à tort, voulons-nous croire, ont pensé pouvoir délibérer pour l'univers entier.

Or, la lutte politique, dont l'élection constitue la forme la plus caractéristique, ne met pas en cause l'ordre établi, qui repose sur l'autorité de l'État, lequel est le policier de la propriété individuelle, de la propriété des moyens de production, grand principe de l'économie capitaliste. Le pouvoir politique n'étant que l'instrument de la puissance économique, on s'en prend aux effets, et on oublie les causes.

Les timides réformes qui peuvent résulter d'une victoire électorale ne sont généralement que théoriques. Et s'il arrive qu'elles modifient tant soit peu les conditions de vie des exploités, c'est qu'elles sont passées dans les faits avant même d'être inscrites dans la loi ; c'est qu'elles ont été obtenues par d'autres moyens que les bulletins de vote : par l'action directe du salariat imposant des concessions au patronat sur les lieux mêmes du travail. *C'est par la grève qu'ont été arrachées les véritables conquêtes ouvrières.*

Les élections législatives de 1936 par exemple ne sont pas la cause des réalisations sociales de cette année désormais célèbre dans la mémoire ouvrière. C'est dans la grève, dans les occupations d'usines qu'il faut en chercher la cause profonde, les puissances d'argent se souciant peu des négociations et des succès électoraux. En 1936, le Cartel des gauches devait se retirer devant le mur d'argent. En 1938, deux ans après la victoire du Front Populaire, la politique du gouvernement devient nettement réactionnaire ; cela malgré que les élus soient ceux de 1936, la détermination ouvrière de lutter sur le plan économique s'étant relâchée.

C'est par amour de la liberté que nous nous abstenons de prendre part à des manifestations ou de nous fourvoyer dans des institutions qui n'ont de démocratiques que le nom.

Nous ne nous méprenons pas sur ce que contient cette liberté politique que l'on nous vante tant.

Elle n'est qu'un moyen de donner l'illusion de la liberté tout court, laquelle ne peut exister, dans le monde actuel, que pour la minorité privilégiée de la fortune.

C'est pourquoi nous n'en ferons pas usage, et ce avec la certitude de ne rien perdre. Et nous souhaitons ardemment de voir la classe ouvrière, dans son ensemble, cesser de perdre son temps dans des manifestations spectaculaires et trompeuses, et renoncer à une forme platonique de lutte qui a fait ses preuves. L'arrivée de la gauche au pouvoir a-t-elle été bénéfique aux travailleurs : non ! Le FN au pouvoir arrangerait-il le sort des salariés : non, mille fois non ! Ce FN qui n'est que le miroir de notre société malade et de la participation électorale jugeant une opinion publique de plus en plus réactionnaire.

Face aux illusions qu'entretiennent les endormeurs de la scène politique, nous opposons, aujourd'hui comme hier, la lutte directe des exploités contre leurs oppresseurs.

Ce n'est pas dans l'isolement qu'elle peut se dérouler, mais dans les bureaux, à l'atelier, au chantier, à l'usine, à l'école...seuls chemins qui mènent, avec la culture intellectuelle, à la véritable libération des opprimés, à la Révolution sociale.

Groupe syndicaliste libertaire du Havre et environs.



**ACTION DIRECTE
CONTRE LE CAPITAL**

Les fausses bonnes intentions de Manuel Valls

Les charges du premier ministre à l'encontre du F.N. ne peuvent faire illusion pour ces élections départementales. Le travail effectué aujourd'hui contre l'extrême droite représente un investissement électoral pour la présidentielle de 2017 car pour mars 2015 le PS sait qu'il va prendre le bouillon.

Si Monsieur Valls est angoissé, il n'est pas seul : les millions de chômeurs et de mal logés sont dans le même état mais pas pour les mêmes raisons. Lui défend comme gargamelle, sa gamelle, et celle de ses potes qui lui font allégeance. Les sans-emplois essaient de survivre...et les trois millions d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté aussi.

Ce présidentiable souhaite remobiliser les électeurs de gauche qui désertent de plus en plus les urnes. Mais si les électeurs boudent le PS, il faudrait que ce monsieur fasse son mea culpa sur la politique libérale qu'il mène tambour battant avec Macron et ce n'est pas le cas...Pourquoi les gens se mobiliseraient pour élire des personnalités qui appliquent un programme néfaste et rejeté par les travailleurs par exemple.

Valls pour faire diversion agite l'épouvantail FN pour mieux se dédouaner de ses responsabilités. La montée du FN est due à la crise économique non jugulée par les libéraux socialistes. Cette progression de l'extrême droite a été rendue possible grâce à Mitterrand dans un premier temps puis par la politique jospiniste et de ses successeurs de droite comme de gauche.

Les abstentionnistes ne sont en rien responsables de cette montée inexorable du FN,

D'ailleurs Marine Le Pen sait pertinemment que l'abstention lui est défavorable au premier tour. Et devant la division de toutes les composantes de gauche face à une droite unie et un FN désirant bénéficier d'un nouveau tripartisme, qui est responsable de cet état de fait ? Les abstentionnistes ? Que nenni : les politiciens de toutes les officines.

Les communistes veulent un vote de colère à gauche ? Les militants communistes malgré leur investissement ne font plus recette et restent divisés quant au Front de gauche, leurs anciennes méthodes leur

collent à la peau et ne plaident pas en leur faveur aujourd'hui...

Les libertaires maintiennent donc leur appel à l'abstention pour ces élections départementales. N'oublions pas que les scores du FN ne sont que l'expression de l'état de l'opinion publique à un instant donné.

Le danger vient du fait de l'implantation de l'extrême droite dans le milieu ouvrier et de la possibilité pour certains cadres FN d'aller à la soupe comme tout bon politicien qui se respecte. Des places sont à prendre et la porosité FN/UMP nous confirmera de nouvelles conversions à venir.

La structuration de militants FN dans le champ syndical serait la pire des choses qui pourrait arriver au camp des travailleurs. D'ailleurs, dans la bataille sur les retraites, contre la loi Macron, pour la défense des services publics, les frontistes sont absents. A nous de ne pas leur laisser le terrain. Mais les travailleurs ont-ils encore envie de se battre et de militer ? Il faut dire que le milieu militant ne brille guère par sa fraternité même intra-muros...et que dire de la division syndicale calquée sur celle des politiques !

Le chemin sera long pour retrouver le goût de se battre ensemble, d'avoir des objectifs communs.

En attendant ne faisons pas confiance aux politiciens de tout poil, ce ne sont que des aspirants au pouvoir et le pouvoir est maudit.

Groupe libertaire Jules Durand



Politiciens: tous pourris, FN compris

Le Front National n'est jusqu'à présent qu'un hochet, un repoussoir, un épouvantail, un faire-valoir fort utile au système de domination en place, dont l'accès à quelques parts de gâteau ou de marché de pouvoir est l'objet essentiel des aspirations du ramassis de politiciens qui composent les instances dirigeantes du parti. Des dirigeants qui ne se distinguent guère en cela de ceux des autres partis « démocratiques et républicains », dits socialistes ou de droite... On peut même aller jusqu'aux partis gauchistes. Les politiciens du FN vont à la gamelle comme les autres ni pire ni mieux, c'est du pareil au même.

Telle la lumière d'une torche la nuit qui attire les poissons vers des filets de pêche, le F.N. attire à lui des masses de gogos mécontents dans sa nasse. Ceux-ci n'ont toujours pas compris à quoi sert le droit de vote de ce couillon de citoyen, tandis qu'il concentre contre lui les élans anti-totalitaires d'un grand nombre de gens, malheureusement beaucoup moins alertés par la mise en place déjà bien avancée du totalitarisme « néo-libéral » en nos contemporaines démocraties capitalistes.

En clair, on met un projecteur sur le danger du FN pour mieux obscurcir la réalité des faits : l'exploitation quotidienne des travailleurs au profit de la caste des profiteurs. Ce système d'exploitation perdure et

dure encore. Il a même de beaux jours devant lui. C'est l'avenir de tous ceux qui n'ont aucune éthique, qui ne sont pas fait du même bois que ceux qui réfléchissent et ont un esprit d'entraide.

En réalité, l'extrême droite se développe avec l'appui inconditionnel des partis « démocratiques de gouvernement », maîtres d'œuvre en alternance du maintien de l'ordre par les forces armées de l'État. Cette armée dont on fait la promotion à longueur d'écran pour maintenir l'ordre en France, notamment dans la capitale ou dans les pays où l'on doit défendre « nos intérêts » économiques comme si les travailleurs avaient des intérêts en Afrique et autres pays où la présence française pèse.

Et le FN, bien implanté dans les mentalités des militaires et des policiers ne déparera pas avec les tenants du tout sécuritaire d'aujourd'hui. Le FN c'est le futur establishment tant décrié quand il ne tient pas la poignée.

Les travailleurs ne doivent être dupes ni des politiciens en poste actuellement ni de ceux qui prendront le pouvoir dans les années à venir. Ils nous mettront toujours la bride au cou.

PS et laïcité

Le secrétaire national à la laïcité du PS, Laurent Dutheil, en fait de bonnes. Il appelle au développement des établissements privés musulmans sous contrat. Voilà qui va certainement aider les enseignants du public.

Par ailleurs cet âne appelle de même :

- A renforcer la formation des Imans et des aumôniers musulmans ;
- A développer l'enseignement privé confessionnel musulman ;
- A édifier de nouveaux lieux de culte.
- A créer un institut de théologie...

On perçoit ici le rôle de l'Etat qui incite à la création d'établissements religieux financés par des fonds publics. Il nous refait le coup des cathos.

L'Etat utilise les événements dramatiques de Charlie Hebdo pour remettre en selle les religions au nom d'une

prétendue égalité de traitement.

Pour nous autres athées qui ne disposons d'aucuns médias à notre disposition pour dire que la religion est liberticide et irrationnelle, contrairement aux religieux de tout poil, nous réaffirmons que toutes les religions sont prosélytes et s'occupent bien souvent du temporel au lieu du spirituel.

Quant à ces socialistes de sacristie, il faut les sanctionner sévèrement. A chacun ses responsabilités.

Concernant la laïcité, on constate par ailleurs un double discours. Celui qui consiste à sortir des textes dans la sphère Education Nationale et celui qui justifie dans les faits la suppression des subventions allouées aux Amicales laïques pour la prochaine rentrée scolaire.

Les libertaires n'ont aucun point commun avec ces planches pourries du socialisme libéral.

Il nous faut relancer un athéisme radical pour combattre l'obscurantisme et ses suppôts politiciens.

ANNIVERSAIRE DU 18 MARS 1871

Le 18 Mars est la fête des prolétaires de tous pays ; aujourd'hui d'un bout du monde à l'autre, en Amérique, en Australie, de même qu'en Europe ; dans tous les centres, industriels ou agricoles, grandes capitales ou petites villes, les hommes qui sentent sur leurs épaules le poids énorme de l'exploitation bourgeoise et subissent le joug avec rage se réunissent en l'honneur du glorieux anniversaire.

Quelle que soit la contrée où le hasard les a fait naître, les travailleurs sont reconnaissants à Paris de son énergique audace du 18 Mars. Ils savent que ce jour là le peuple se soulevait sous l'impulsion d'une idée généreuse et combattait pour ses destinées à lui – et par cela même pour celles de l'Humanité entière.

Ce qu'il poursuivait – sans, il faut l'avouer, connaître exactement toutes les données du problème qu'il voulait résoudre – c'était la suppression radicale de toute classe d'exploiteurs ; mettre à la disposition de chacun l'instrument de travail ; assurer à tous les êtres humains leur conservation matérielle et leur développement intellectuel et moral. Puis rendre l'individu à lui-même, afin que dans le groupe – corporatif ou autre – il fut son propre maître. Par l'autonomie de la commune mettre les intéressés à même de gérer en pleine liberté leurs affaires extérieures et intérieures.

Ce sont ces aspirations grandioses qui font de cette date d'anniversaire du prolétariat universel. C'est pour cela que nous saluons son retour annuel et envoyons à tous les camarades qui aujourd'hui se réunissent, - songeant avant la ***** de demain, à celle d'hier – nos révolutionnaires salutations.

Espérons que le jour des représailles n'est pas éloigné – et préparons-nous à refouler toute pitié pour venger nos prédécesseurs qui vainqueurs le 18 Mars 1871, furent vaincus en Mai !

Le caractère principal de la journée du 18 Mars est sa spontanéité et anonymité. Ce ne fut point un de ces coups de force mené par quelques chefs, mais un mouvement général qui éclata sans mot d'ordre, sans organisation, ni préparation.

Le peuple de Paris avait des armes, chèrement payées ; ses maîtres voulurent les lui reprendre.

Le peuple comprenant que la République bourgeoise qu'il avait, ne ferait pas davantage pour lui que l'empire mort six mois avant, se fâcha devant les exorbitantes prétentions de la bourgeoisie. Ces armes, non seulement il ne voulut pas les rendre, mais il s'en servit pour assurer ce qu'on lui refusait, l'émancipation sociale.

Grâce à la spontanéité de ce mouvement révolutionnaire Le peuple agit énergiquement et bien. Sa première besogne fut excellente : l'exécution des deux généraux Lecomte et Clément Thomas ! s'il eut continué son œuvre révolutionnaire et ne s'en fut remis à aucun comité de ce soin, il est probable que la Révolution eut eu une autre issue !

Ce qui a toujours perdu le peuple dans les grandes périodes insurrectionnelles, c'est qu'il se fie rarement à son bon sens. Il écoute trop facilement un tas d'individus – qui sont peut-être de bonne foi, dangereux, et qui se mettant à sa tête, se prétendent seuls aptes à le diriger et à lui désigner les mesures à prendre.

Le 18 Mars il n'en fut heureusement pas ainsi, aussi avons-nous à enregistrer l'exécution de deux ennemis du peuple, justement haïs. Mais le lendemain cette spontanéité était déjà éteinte ; un groupe d'hommes s'était emparé de l'Hôtel-de-Ville et là discutait, parlementait et décrétait à perte de vue. Dès lors la Commune était condamnée à périr, son agonie n'était qu'une affaire de temps.

Imbus des vieux préjugés gouvernementaux, les élus socialistes de l'Hôtel-de-Ville, croyaient accomplir la transformation sociale par des mesures autoritaires. Mais eux-mêmes étaient en petit nombre ; alors comme toujours les nullités les plus crasses étaient sorties des boîtes électorales, la plupart ignoraient les premiers éléments de la question économique.

Du moment qu'ils cherchaient à faire acte de gouvernement ils ne pouvaient qu'être néfastes à la Révolution. C'est ce qui eut lieu ; ils isolèrent Paris du reste du monde et deux mois et demi après la grande victoire du 18 Mars le Prolétariat était à nouveau écrasé.

Suite Page 6

Les mesures les plus élémentaires furent négligées ; que servait d'être maîtres de Paris, si pour sa défense on n'osait se servir de toutes les richesses que la Bourgeoisie y a accumulées. Et il fallait non seulement assurer la défense matérielle de la Révolution, mais encore et principalement sa défense morale.

Pour cela il eut fallu qu'immédiatement après l'expulsion des scélérats qui voulaient dompter les Parisiens, le plus obtus des prolétaires fut forcé par les faits de reconnaître qu'il y avait amélioration dans son sort et que le 19 Mars il avait plus de bien-être que le 17. C'est l'intérêt qui mène les hommes ; toutes les rodomontades idéalistes ne valent pas bonne pitance et bon logis. Se faire trouer la peau, en guenilles et le ventre creux, pour une idée dont la réalisation est indéfiniment rejetée dans la nuit de l'avenir, c'est très beau, - en peinture ou en poésie - mais ce n'est guère réel.

Les sans-culottes de 93, tant glorifiés, ne se battaient pas seulement pour une idée ; ce qui leur donnait du cœur, c'était le ferme espoir de trouver à la paix un bien-être matériel qui leur avait été formellement promis : le partage des propriétés des émigrés !

Les fédérés de 71, eux n'avaient que leurs trente sous, et encore jusqu'à la victoire - après, plus rien ! Il leur eut fallu rentrer à l'atelier, se remettre sous la férule du patron, donner le plus pur de leur gain au vautour ; au total recommencer la vie de misère, pour la cessation de laquelle ils s'étaient révoltés.

Car étant supposé la victoire de la Commune, parlementaire et étatiste, rien de nouveau ne fut éclos. Malgré le peu d'espoir qui pouvait les passionner, les prolétaires se battirent en héros. Quels prodiges d'énergie et d'audace n'auraient-ils pas enfanté s'ils avaient eu à défendre le bien-être donné par la Révolution. Ils auraient été invincibles !

Mais rien, absolument rien, ne fut fait. La Banque fut respectée, la Commune y puisait parcimonieusement afin que Thiers put y prendre à pleines mains. Les belles maisons inhabitées et abandonnées, furent laissées sans locataires ; les taudis infects où croupissaient les défenseurs de la Révolution ne furent pas abattus. Dans les magasins, les draps, les étoffes, le linge, restèrent amoncelés.

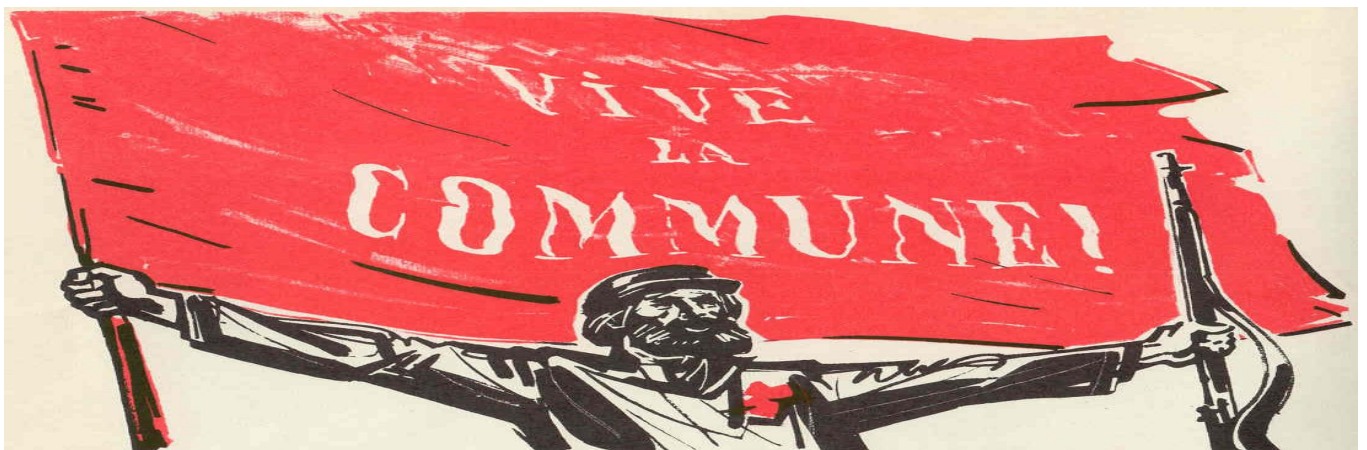
Il fut question d'autoriser le dégagement gratuit des objets engagés au Mont-de-Piété. La Commune bafouilla trois grands jours sur cette question si simple. Et la somme d'objets dégagés, n'atteignit pas le chiffre atteint dans d'autres périodes révolutionnaires.

Rien de plus absurde que ce respect des propriétés bourgeoises dont fit bêtement preuve la Commune. Elle concevait l'exécution, même sommaire, d'un bourgeois et elle hésitait à mettre la maison sur sa fortune ! En Révolution, il faut aller directement au but, ne pas tergiverser, ni prendre de demi-mesures, c'est le seul moyen de réussir.

Le peuple eut tort d'abdiquer, de s'en remettre de ses intérêts à ses élus. Ceux-ci fatalement firent du gouvernementalisme et non de la révolution. Au lieu d'être utiles ils furent nuisibles. L'initiative populaire pouvait seule accomplir la besogne révolutionnaire ; nous supportons aujourd'hui la peine qu'entraîne toute faute commise.

Que le passé nous serve de leçon, et à la prochaine ne nous en remettons à personne, faisons nos affaires nous-mêmes et la victoire sera notre récompense.

L'idée Ouvrière N°28 du 17 au 24 Mars 1888.



Au temps où Maurice Joyeux était à la CNT

La colère des travailleurs de la région parisienne, longtemps contenue par les promesses démagogiques, des politiciens de droite comme de gauche – vient d'éclater.

La réaction a été d'autant plus vive que la patience avait été plus longue et la déception plus amère.

Dans la forteresse de ceux qui se vantent (bien à tort, d'ailleurs) de refléter toutes les aspirations ouvrières, les ouvriers ont signifié au Gouvernement leur volonté de mettre fin à la duperie du blocage des salaires et de la « baisse des prix » sur le papier.

Aucune des déclarations, aucune des promesses des « guides aimés du prolétariat » n'ont pu prévaloir contre ces réalités palpables : pas de pain, pas de viande, pas de vin, sinon au marché noir à des prix dépassant les possibilités des salaires actuels ; et par conséquent, nécessité d'augmentation immédiate de la fraction du revenu national attribué au prolétariat.

Des politiciens retors président aux destinées du mouvement syndical ; débordés de toutes parts, ils ont tenté par tous les moyens d'enrayer cette action revendicative, qui menaçait de s'étendre à tous les travailleurs de la région parisienne.

En étroit accord avec la direction de la Régie Renault, la section syndicale et le comité d'entreprise ont essayé d'écarter des pourparlers le comité de grève régulièrement élu par les ouvriers.

Rien n'a été épargné pour abattre le mouvement : le mensonge et la calomnie ont été les armes dont se sont servis les bonzes de la C.G.T. Alors que ce magnifique mouvement groupait la presque unanimité des travailleurs, ils se sont essayés à l'œuvre de division déjà employée par eux au cours de la grève des P.T.T. Et de celle du livre ; puis, aidés par des mercenaires à gages venus de tout Paris, ils se sont livrés à des manœuvres d'intimidation dont le but était de décourager les travailleurs. Rien n'y fit ; et les Henaff, les Costes et autre Croisat ne sont pas près d'oublier l'accueil qui fut fait à leurs propositions transactionnelles. Les ouvriers réclamaient une augmentation de 10 fr. de l'heure. On leur répond en leur offrant une prime de rendement à la production de 3 francs. Personne ne saura d'ailleurs jamais ce qu'entendaient par-là ces messieurs, car la clameur qui accueillit cette proposition leur coupa toute envie de continuer leur discours – et ils trouvèrent plus sage de battre en retraite.

La grève de chez Renault est riche d'enseignements pour le mouvement dans son entier. Elle montre le vrai visage des politiciens cégétistes qui n'ont pas hésité, pour servir leurs maîtres, à faire œuvre de jaunes et de briseurs de grève.

Ce n'est pas le retournement tactique qu'ils ont accompli le 30 avril et qui a amené le retrait des communistes du gouvernement qui désormais pourra tromper les ouvriers. Ceux-ci n'oublieront pas que M. Thorez, répondant au Président du Conseil s'écriait : « Mais enfin, n'avons-nous pas été Loyaux, n'avons-nous pas soutenu votre politique de blocage des salaires ? Si le monde ouvrier a accepté cette politique, c'est grâce à nous. » Ce qui est, en effet, l'exacte vérité – les communistes ayant été depuis un an le frein le plus sûr à l'évolution ouvrière.

La bourgeoisie, pour faire accepter sa politique de misère, de boue et de crime, avait besoin de laquais. Elle a trouvé pour la servir les politiciens communistes et les dirigeants socialistes. Toutefois cette compromission devenant trop visible, les leaders communistes se sont crus obligés à une cure de gauchisme.

La ficelle est un peu grosse ; et les travailleurs, éclairés par nos camarades de la C.N.T. à la pointe du combat chez Renault, sauront déjouer toutes ces manœuvres.

Il reste aux militants révolutionnaires en général et aux militants libertaires en particulier une autre conclusion à tirer de ces événements ; c'est que, contrairement aux déclarations des pessimistes chroniques, tout est possible, et tout de suite !

Si nous avions dit à certains, il y a deux mois, que les travailleurs de chez Renault et du Livre effraieraient cette énorme machine qu'est le parti Communiste, jetteraient par terre le gouvernement (car en fait ce sont eux qui sont les responsables de la crise actuelle), ils se seraient récriés – nous décrivant minutieusement toutes les forces communistes de l'usine, sans nous faire grâce d'aucune cellule d'atelier – pour conclure une fois de plus que « nous prenions nos désirs pour des réalités ». Or, au contraire, la leçon de cette dernière semaine nous démontre qu'il suffit de se serrer près du prolétariat avec comme arme les formules traditionnelles du syndicalisme révolutionnaire, pour réveiller l'ardeur au combat des ouvriers de ce pays.

La leçon ne doit pas être perdue.

En avant les libertaires pour de nouveaux Renault !

En avant pour la grève générale de la métallurgie !

En avant pour la grève générale de tous les travailleurs !

En avant pour la relève de la C.G.T. par notre jeune C.N.T. révolutionnaire !

En avant pour la conquête des masses à l'idéologie communiste-libertaire !

JOYEUX.

Le Libertaire, 8 Mai 1947.

Répression des mouvements sociaux au Brésil

Au Brésil, entre la Coupe du Monde et les Jeux Olympiques, la répression des mouvements sociaux continue !

Il y a quelques semaines, Vicente, militant du Bloc de lutte pour le transport public de Porto Alegre, a été condamné à un an et demi de prison ; l'Etat l'accuse de «dommages à la propriété publique» et «crime environnemental», pour avoir co-organisé une manifestation qui s'est tenue en avril 2013, face à la mairie de Porto-Alegre. Faute de preuves pour ces délits imaginaires, la «justice» a brandi des livres, des affiches, des tracts, pour justifier la condamnation de Vicente, qui n'est qu'un parmi quelques 50000 personnes qui manifestaient à Porto Alegre en 2013

Cette condamnation s'insère dans une politique visant à criminaliser celles et ceux qui résistent à l'ordre établi, à l'ordre qui, lui, s'attaque réellement aux biens communs et à l'environnement, pour faire régner l'injustice, pour que grossissent sans cesse les profits qu'une minorité volent en profitant du travail de la très grande majorité de la population.

Vicente n'est pas un cas isolé ; à Porto Alegre même, six autres camarades sont poursuivis dans des conditions similaires, dans tout le Brésil, des manifestants

et manifestantes sont poursuivis en «justice» et condamnés, des grévistes ont été licenciés, ... Nous ne pouvons faire semblant d'ignorer que le pouvoir s'en prend particulièrement aux jeunes noirs...

Depuis le début de l'année 2015, dans plusieurs villes il y a eu des mobilisations sociales très importantes, notamment contre les nouvelles augmentations des tarifs des transports. A chaque fois, la réponse se fait sous forme de charges policières, gaz lacrymogènes, tirs de balles en caoutchouc, arrestations. La répression ne fait pas taire le peuple brésilien.

Nous, organisations françaises membres du collectif de solidarité avec les mouvements sociaux au Brésil «La coupe est pleine», apportons tout notre soutien aux camarades victimes de la répression et dénonçons la condamnation infligée à Vicente.

Collectif «La Coupe est pleine»:

AITEC/IPAM, Alternative Libertaire, ATTAC, CNT, CNT-SO, Droit Au Logement, Emancipation, Ensemble, France Amérique Latine, L'insurgé, NPA, No-Vox, Sortir du colonialisme, Union syndicale Solidaires.



Du 29 mars au 4 avril

Festival PiedNu 2015

Musiques nouvelles et expérimentales

10^e édition du festival PiedNu au Havre.

Cette année nous avons le plaisir de voir et revoir certains artistes qui ont marqué la programmation des concerts à PiedNu. Au programme pendant une semaine de la musique bien sûr mais aussi de la danse : En-joy de Emmanuelle Vo-Dinh + David Monceau, un ciné concert de L'inquiétant suspendu, une exposition au MuMa et une conférence à l'ESADHaR de Jacques Perconte. Sans oublier un workshop le week end précédent le festival pour les étudiants de l'école d'art, dont une présentation sera faite le dimanche 29 mars à 18h, puis la soirée de concerts à 20h30. La programmation complète et les infos pratiques sont sur le site du festival : <http://piednu.fr/festival-2015/>

Serge Utgé-Royo/Sur la Commune

Il était une fois dans ce grand cimetière...
Ecoute bien, l'ami, c'est une histoire vraie
Le gouvernement d'alors avait perdu sa guerre
L'Etat de Prusse avait vaincu l'Etat Français
Le gouvernement d'alors avait perdu sa guerre
L'Etat de Prusse avait vaincu l'Etat Français

Pendant qu'on s'arrangeait entre grands de l'époque
Pour payer le tribut au premier des tueurs
Voilà que de Paris le peuple se convoque
Et décide – comme ça ! – qu'il ne veut plus de supérieur !
Voilà que de Paris le peuple se convoque
Et décide – comme ça ! – qu'il ne veut plus de supérieur !

{Refrain:}

Tous les copains de la Commune
Ne sont pas morts sans rien laisser
Ils doivent nous garder rancune
De laisser crever leur passé
Ils doivent nous garder rancune
De ne pas mieux en profiter

L'Etat de France implore son ami vainqueur
De lui donner la main pour «mater la canaille»
Car il faut, sans tarder, aller clouer la peur
Aux cerveaux parisiens qui bravent la mitraille !
Car il faut, sans tarder, aller clouer la peur

Et c'est le dix-huit mars de l'an soixante et onze
Que, depuis le palais où rota Louis Quatorze,
Monsieur Thiers a brandi quelques canons de bronze
Et crié vers Paris «Ils vous feront rendre gorge !»
Monsieur Thiers a brandi quelques canons de bronze
Et crié vers Paris «Ils vous feront rendre gorge !»

{au Refrain}

Une fille de Paris a gueulé vers le ciel
Et laissé sa jeunesse dans un bain pourri
Femmes, si vous luttez, saluez Louise Michel
Et si vous ne luttez pas, saluez-la aussi !
Femmes, si vous luttez, saluez Louise Michel

Et si vous ne luttez pas, saluez-la aussi !

Aussi, souvenons-nous que des frères oubliés
Venus d'autres pays, citoyens de la Terre,
Sont morts des mêmes balles que leurs frères français
Ils avaient oublié les drapeaux, les frontières
Sont morts des mêmes balles que leurs frères français
Ils avaient oublié les drapeaux, les frontières

{au Refrain}

Notre mémoire est née de ces quelques semaines
Compagnons et compagnes, il faut l'utiliser
Revendiquons les rues, les montagnes, les plaines
Et comme les Communards, abolissons l'armée !
Revendiquons les rues, les montagnes, les plaines
Et comme les Communards, abolissons l'armée !

Il faut gratter l'oubli dont on a recouvert
Les leçons des copains qui furent assassinés
Il faut savoir que l'autonomie ouvrière
A laissé dans l'Histoire des blessures infectées
Il faut savoir que l'autonomie ouvrière
A laissé dans l'Histoire des blessures infectées

{Chœurs:}

Tous les copains de la Commune
Ne sont pas morts sans rien laisser
Ils doivent nous garder rancune
De laisser crever leur passé
Ils doivent nous garder rancune
De ne pas mieux en profiter

Tous les copains de la Commune
Ne sont pas morts sans rien laisser
Ils doivent nous garder rancune
De laisser crever leur passé



A VOS PLUMES !

*Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com*

Le Libertaire

Internet : -<http://le-libertaire.net/>

E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours